

EVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS

1. RESUME EXECUTIF

L'évaluation multisectorielle a couvert les provinces de Cibitoke, Ngozi, Rumonge, la Mairie de Bujumbura (Buterere IA,IIB) et Bujumbura (Commune Nyabiraba) affectées par des chocs climatiques d'octobre à décembre 2021 ainsi que les provinces de Kirundo, Cankuzo et Ruyigi affectées par le déficit hydrique qui a débuté la dernière décade du mois de novembre 2021.

Sur ces 7 provinces, 4 ont été identifiées comme prioritaires pour l'assistance du fait de la sévérité des besoins identifiées et du nombre de personnes affectées. Il s'agit, par ordre décroissant , des provinces de Kirundo (201,9 mille personnes affectées par des besoins sévères), de Ngozi (39,1 mille personnes affectées par des besoins sévères), de Cibitoke (1,3 mille personnes affectées par des besoins sévères) et de Bujumbura Rural (1,3 mille personnes affectées par des besoins moyens).

Les besoins prioritaires sont en semences/vivres et ANA. Pour les semences, il est particulièrement urgent de répondre afin de pourvoir aux semis de février. Des besoins en abris et ANA ménagers (literie, couverture, ustensiles de cuisine) sont également prioritaires pour les zones de Cibitoke et Bujumbura .

2. CONTEXTE

Entre octobre et décembre 2021, la *Displacement Tracking Matrix* (DTM) a signalé des urgences causées par des pluies torrentielles et des vents violents parfois mêlé de grêle. Au cours de cette période, environ 40 mille personnes ont été affectées et 5.5 mille personnes ont été déplacées¹. Selon le seuil retenu de « supérieur ou égal à 300 personnes affectées » par choc, 5 provinces, 7 communes et 33 collines ont été retenus pour cible de l'évaluation. Il s'agit des provinces de Cibitoke, Ngozi, Rumonge, Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural. A l'exception des chocs qui ont touché la province de Cibitoke, l'ensemble de ces chocs sont survenus dans ou après la deuxième moitié du mois de novembre.

Parallèlement, un déficit hydrique qui a débuté la deuxième moitié du mois de novembre 2021 a affecté les zones du Nord-Est et de l'Est du pays. C'est principalement la province de Kirundo (communes de Kirundo, Bugabira, Busoni et Ntega) qui a été affectée. Les provinces de Ruyigi (communes de Gisuru et Kinyinya) et Cankuzo (commune de Cendajuru) ont également été touchées.

3. METHODOLOGIE – EVALUATION MULTISECTORIELLE

Entre le 17 et le 19 novembre 2022, 3 équipes multisectorielles ont évalué les principales zones affectées par les divers chocs. Une équipe a évalué les provinces de Cibitoke et Rumonge, l'autre les provinces de Ngozi et Bujumbura, la dernière a évalué la province de Kirundo.

La FAO a visité les provinces qui n'ont pas pu être couvertes par les trois équipes, à savoir les provinces de Ruyigi et Cankuzo.

¹ Données issues des données des rapports de suivi des urgences de la DTM.

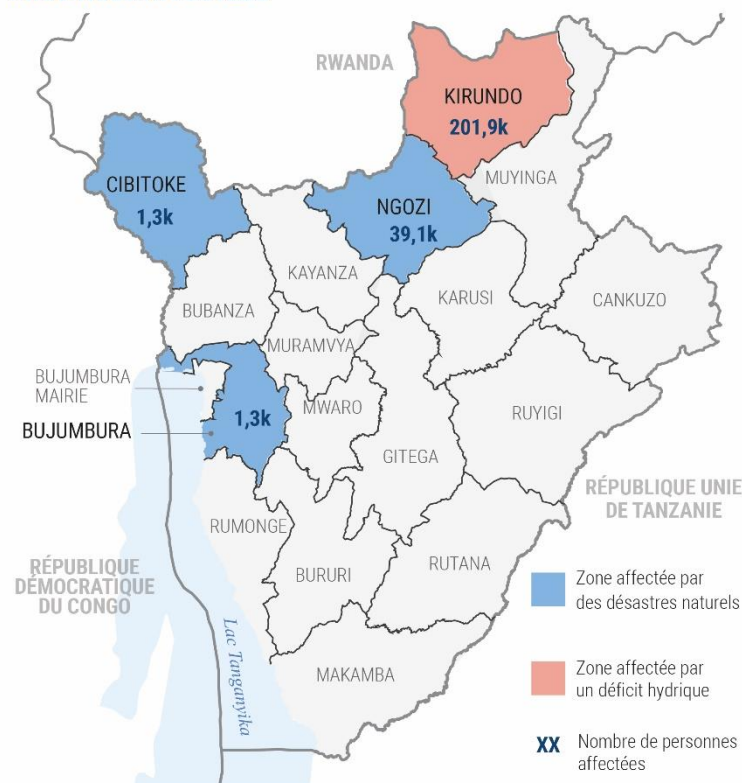
L'ensemble des secteurs et sous-secteurs étaient représentés et l'évaluation a été réalisée en étroite collaboration avec la plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes. Les acteurs suivants étaient présents : UN (OIM, UNICEF, PAM, OMS, HCR, FAO, OCHA), ONGE/N (War Child H., World Vision, SAD, PACT), CRB

L'évaluation multisectorielle a été conduite de manière séquentielle avec le recoupement d'informations secondaires disponibles (DTM, IGEU, FEWSNET), des rencontres avec les gouverneurs des provinces et les partenaires sectoriels clés du gouvernement. Les évaluateurs ont également effectué des visites de terrain et des focus groups. En tout, 450 personnes affectées ont été consultées et ont pu exprimer leurs priorités. Les équipes ont visités les collines suivantes : Ceru (en commune Kirundo, province de Kirundo), Nyamabuye (en commune Bugabira, province de Kirundo), Rwibikara et Gatete (en commune Busoni, province de Kirundo), Rutagara et Gatanga (en commune Ntega, province de Kirundo), Rugajo (en commune de Mugina, province de Cibitoke), Masha (en commune de Murwi, province de Cibitoke), Gihwanya (en commune de Rumonge, province de Rumonge), Kirungu (en commune de Marangara, province de Ngozi), Kiremba (en commune de Kiremba, province de Ngozi), Nyabibondo (en commune de Nyabiraba, province de Bujumbura Rural), Buterere IA et IIB (en commune de Ntahangwa, province de Bujumbura Mairie).

4. CARTE

BURUNDI: CARTOGRAPHIE DES ZONES PRIORITAIRES D'INTERVENTION SUITE A L'ÉVALUATION MULTISECTORIELLE

PROVINCES AFFECTÉES



NOMBRE DE PERSONNES AFFECTÉES PAR COMMUNE

CIBITOKE			BUJUMBURA		
NGOZI			KIRUNDO		
N°	Commune	# personnes affectées	N°	Commune	# personnes affectées
1	Mugina	929	6	Bugabira	119 396
2	Murwi	384	7	Ntega	7 500
3	Nyabiraba	1 343	8	Kirundo	10 990
4	Marangara	6 396	9	Busoni	64 000
5	Kiremba	32 759			

Note: Les données utilisées ont été transmises par la DTM suite au choc ou, pour les provinces de Kirundo et Ngozi, par la CRB et l'administration lors de l'évaluation.

5. Table des matières

○	Analyse par province	
○	Kirundo	3
○	Cankuzo et Ruyigi	10
○	Ngozi	11
○	Bujumbura Rural	14
○	Bujumbura Mairie	16
○	Cibitoke	17
○	Rumonge	20
○	Recommandations générales	22
○	Annexes	27

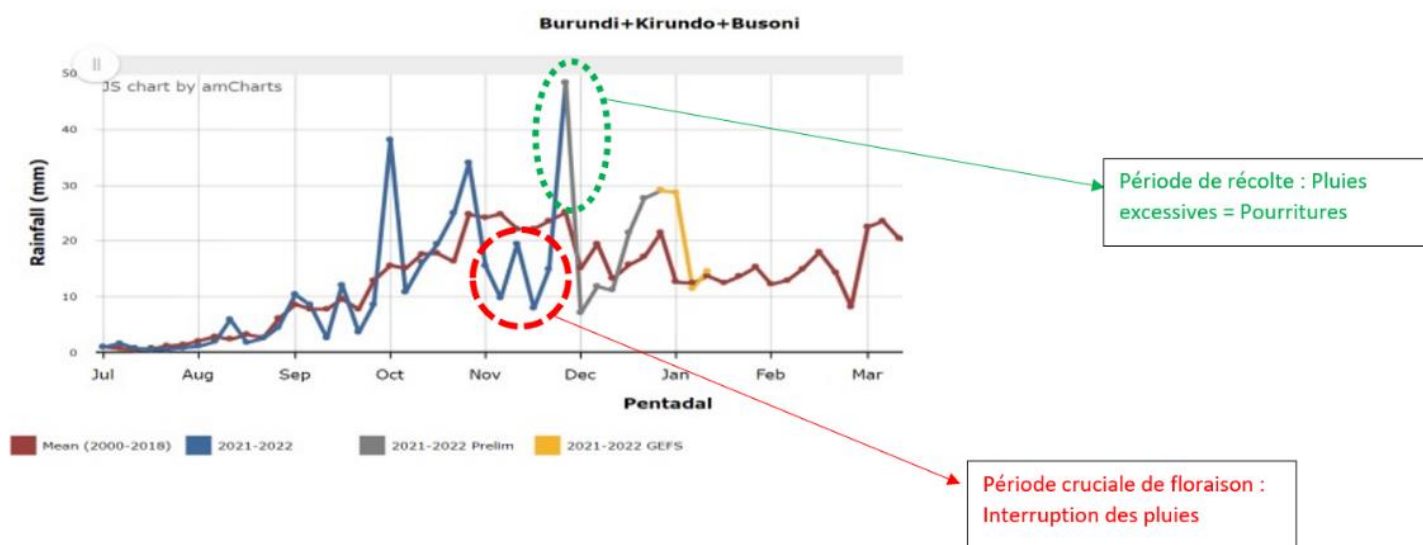
KIRUNDO

SEVERITE ELEVÉE – NOMBRE IMPORTANT DE PERSONNES AFFECTÉES

1. CONTEXTE

Selon les projections faites par l'ISTEEBU, la population de la province Kirundo est estimée à près d'un million de personnes, elle est particulièrement concentrée dans la partie de la zone de moyens d'existence de Bugesera « Dépression du Nord » sujette au déficit hydrique récurrent. La province de Kirundo est également une zone importante de retours de réfugiés en provenance du Rwanda - environ 30 mille personnes y auraient été rapatriées en 2021.

Les prévisions de l'IGEBU, au début de la saison culturale 2022, annonçaient une pluviométrie déficitaire dans la zone Nord-Est du pays, qui inclut la province de Kirundo. À la suite d'une interruption des pluies pendant près d'un mois ayant débuté pendant la dernière décade du mois de novembre 2021 (période cruciale de floraison), une trentaine de collines ont été particulièrement affectées. Par ailleurs des pluies excessives et vents violents sont survenus fin décembre 2021 et ont également entraîné la pourriture des récoltes et des dégâts sur l'habitat et les infrastructures dans d'autres collines non affectées par le déficit hydrique.



Les communes de Kirundo, Bugabira et Busoni ont été principalement touchées par le déficit hydrique alors que la commune de Ntega a été affectée par la grêle et vents violents survenus en octobre et novembre 2021.

La présence de la chenille légionnaire d'automne (CLA) a été signalée par les informateurs clés mais les agriculteurs ont été sensibilisés à la lutte mécanique (principalement) dont les effets ont été bénéfiques.

Les pertes de productions agricoles enregistrées dans la province Kirundo à la suite du déficit hydrique ont particulièrement touchées les cultures saisonnières, à savoir les légumineuses (haricot, soja et arachide) et les céréales (maïs et sorgho) dont les pertes sont estimées, respectivement, à plus de 90% et à plus de 70% dans les 30 collines les plus touchées des communes Bugabira, Busoni, Kirundo et Ntega.

Le flux des déplacements en province Kirundo a commencé à prendre de l'ampleur au mois de décembre 2021. Il s'agit des déplacements visant la recherche d'opportunités de travail et des ressources alimentaires devenues rares dans les localités touchées. Plusieurs centaines de familles dans les communes visitées ont dû quitter leurs habitations pour des migrations prolongées. Plus de 80% des ménages sur les collines visitées auraient au moins un membre touché par ces migrations plus ou moins prolongées dont certaines vers les provinces de l'Est (Muyinga, Cankuzo, Ruyigi), voire même vers la Tanzanie.

2. BESOINS HUMANITAIRES

a. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Le déficit hydrique survenu dans la province Kirundo a occasionné d'importantes pertes sur la production et ses conséquences pèsent déjà lourdement sur la sécurité alimentaire des ménages avec une tendance à l'aggravation qui se poursuit.

Des besoins de restauration de la situation de la sécurité alimentaire sont manifestes à plusieurs égards notamment pour :

Faire face aux besoins de consommation alimentaire insuffisante : avec une fréquence moyenne d'un repas par jour sur l'ensemble des collines visitées alors que la province est en période de récolte, la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle risque de se détériorer très rapidement surtout durant la prochaine période de soudure (mars-mai 2022).

Par ailleurs le régime alimentaire chez les ménages affectés est déficitaire quantitativement et qualitativement.

Faire face aux manques de réserves alimentaires : Les collines particulièrement touchées sont aujourd'hui dépourvues de réserves alimentaires dans les ménages et sur pied. Tant les entretiens que les observations dans les communautés visitées ont confirmé ces éléments.

Dans de rares cas, certains ménages ont obtenu quelques épis de maïs souvent directement consommés à l'état frais. Les hangars communautaires sont également vides alors que c'est en pleine période des récoltes.

Faire face aux difficultés d'accessibilité au marché et aux revenus : L'accessibilité alimentaire est problématique sur les collines touchées où les ménages comptent principalement sur la vente de main d'œuvre agricole comme source de revenu.

La rémunération journalière de la main d'œuvre étant aujourd'hui à 1000Fbu/personne soit l'équivalent d'un kilo de farine de manioc, de moins d'un kilo de haricot ou de farine de maïs. Ainsi la rémunération de la main d'œuvre est demandée par les travailleurs de manière anticipée pour nourrir leurs familles ce qui les plonge dans un cercle vicieux d'endettement. Les autres sources de revenus sur les collines touchées sont surtout du ressort des stratégies de survie et non durable à l'instar de la vente des actifs productifs et non productifs (Le matériel aratoire, les articles ménagers, les tôles des maisons, la vente des terres), la vente du petit bétail, l'endettement etc.

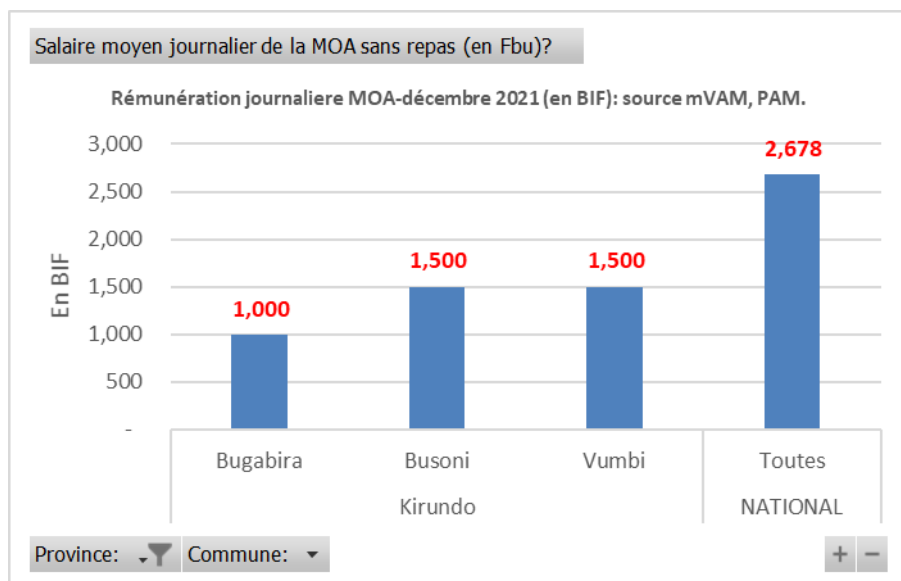
La vente accélérée du petit bétail a fait chuter le prix des chèvres de moitié selon les focus group et les informateurs (ex. Le prix d'une chèvre est passé de 80 000 à 40 000Fbu à Bugabira). Par ailleurs le déficit hydrique a fait baisser les activités des marchés dans les zones touchées, ainsi selon le comptable de la commune Busoni, la comparaison des recettes hebdomadaires au marché de Marembo montre qu'elles sont passées de 60 mille Fbu à 15 mille Fbu entre janvier 2021 et janvier 2022.

Freiner les flux migratoires à la recherche des opportunités de travail et des ressources alimentaires :

A la suite du déficit hydrique les ressources alimentaires tout comme les opportunités de travail sont devenues rares et la population active des localités touchées est contrainte à des migrations. L'essentiel des migrations sont dirigées dans les communes et provinces voisines tandis que d'autres seraient partis jusqu'en Tanzanie. Selon les informations convergentes des informateurs clés et des focus groups, des centaines de familles auraient déjà migré (ainsi, l'administration a déjà enregistré 89 maisons fermées sur la colline Rwibikara et 150 maisons fermées en commune de Kirundo). Dans plusieurs cas, des personnes âgées, des personnes vivant avec handicap, des femmes et des jeunes enfants sont laissés seuls, ce qui augmente leur niveau de vulnérabilité et les risques de protection.

Le prolongement des migrations actuelles risque de limiter également l'exploitation de la prochaine saison culturale 2022B dont le labour démarre à la mi-février.

Limitier le recours aux stratégies de survie sévères et protéger les moyens d'existence : Le choc actuel dans la province de Kirundo a conduit au recours aux mécanismes de survie qui risquent de compromettre définitivement et partiellement les moyens d'existence des communautés affectées. Il y a donc un besoin pressant de limiter le recours à ces mécanismes sévères pour protéger les moyens d'existence. Parmi ces mécanismes, citons : - L'abandon plus ou moins prolongé des exploitations au profit des migrations économiques qui prennent de l'ampleur depuis fin



décembre 2021 dans les différentes localités touchées ; - La vente accélérée du petit bétail (dans la majorité des focus group rencontrés plus de la moitié ont dû recourir à ce genre de mécanismes et la situation semble générale aux différentes collines touchées ; - Le retrait des enfants de l'école et la mise à contribution des enfants mineurs dans la recherche des ressources alimentaires des familles ; - La vente des biens du ménage y compris les terres ; - Les vols dans les champs et dans les ménages.

Protection des catégories des vulnérables les plus à risque : il s'agit notamment des personnes âgées, les personnes vivant avec handicap, les femmes enceintes et allaitantes et les enfants à bas âge avec des contraintes de mobilité et qui pendant les migrations sont laissés seuls. Les autres catégories à risque sont les familles sans terre, qui comprennent des Batwa et les ménages comptant exclusivement sur la MOA pour leur survie.

Besoins d'assistance d'urgence : Environ 36,500 familles des 30 collines les plus affectées sont dans un besoin d'assistance alimentaire d'urgence pour leur survie et la protection de leurs moyens de subsistance durant les 3 prochains mois. L'assistance alimentaire devrait être également complétée par une assistance en intrants agricoles pour permettre aux ménages affectés de se rattraper sur la prochaine saison culturale qui commence mi-février 2022.

b. ABRIS/ARTICLES NON ALIMENTAIRE (AANA)

Etant donné que la grande partie des localités ont été affectées par le déficit hydrique qui n'est pas une calamité brusque, la population a exprimé beaucoup plus les besoins en vivres et semences. Une fois approvisionné en vivres, les besoins prioritaires en ANA seraient 1. Les houes 2. Le matériel pour puiser et conserver l'eau 3. Couvertures et matelas 4. Kits de cuisine . Lors des discussions de groupe, la population justifiait ces besoins par le fait qu'ils sont parfois obligés de vendre ces articles plus particulièrement la houe comme stratégie de survie. Ces besoins sont les mêmes pour toutes les communes visitées.

D'après le secrétaire provincial de la Croix Rouge, la majorité des ménages dont les abris avaient été endommagés à la suite des vents violents dans la commune de Kirundo et Busoni ont pu réhabiliter le toit de leurs maisons. Nous n'avons pas pu avoir les données fiables sur le nombre de ménages qui n'avaient pas encore réhabilité leurs maisons (estimé autour de 20%). La commune de Ntega a enregistré 3 maisons complètement détruites à cause de la grêle. La quasi-totalité des ménages qui se sont déplacés à cause de la grêle et vents violents sont hébergés par les familles d'accueil. En considérant les données de la DTM, les populations des provinces de Kirundo et Busoni ont toutefois été relativement peu affectées du fait des vents violents comparativement à d'autres communes.

Il n'y avait pas de données relatives au pourcentage des ménages vivant dans des abris adéquats. Cependant, le responsable de l'antenne du ministère de la Planification à Kirundo a estimé que ces ménages représentaient autour de 15% au niveau provincial.

Au cours des discussions de groupe menées au niveau de toutes les collines visitées, la population a jugé que les relations entre les PDI et retournés avec la communauté hôte est bonne. Cependant, les administratifs interrogés nous ont dit que quelque fois, il y a des rivalités causées par le fait que les populations retournées

soient beaucoup plus assistées que les membres de la communauté hôte qui estiment qu'ils vivent dans les mêmes conditions et subissent tous les conséquences des catastrophes naturelles.

c. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WaSH)

Les besoins en eau et hygiène sont importants bien qu'ils ne soient pas les conséquences directes du déficit hydrique actuel. Les détails pour chaque commune sont comme suit :

Commune de Bugabira

Elle a bénéficié des appuis des différents intervenants dans le secteur. Elle a une couverture en adduction d'eau potable qui avoisine les 70 pour cent. Cependant les informations recueillies au cours des discussions de groupe indiquent que l'eau est accessible de façon irrégulière et la population se retrouve toujours en train d'utiliser l'eau de surface.

L'eau utilisée n'est pas traitée et utilisée pour tous les besoins ménagers : boisson, cuisine, vaisselle.

Les femmes et les filles n'ont pas accès aux kits d'hygiène.

Accès aux latrines améliorées : 91%, latrines non-améliorées : 9%

Commune de Kirundo

% en adduction d'eau potable: 29%

Accès aux latrines améliorées : 35%, latrines non-améliorées : 63%, défécation à l'air libre : 2%

L'eau utilisée n'est pas traitée et utilisée pour tous les besoins ménagers : boisson, cuisine, vaisselle, etc..

Les femmes et les filles n'ont pas accès aux kits d'hygiène.

Commune de Ntega

% en adduction d'eau potable: 52%

Accès aux latrines améliorées : 42%, latrines non-améliorées : 51%, défécation à l'air libre: 7%

L'eau utilisée n'est pas traitée et utilisée pour tous les besoins ménagers : boisson, cuisine, vaisselle, etc..

Les femmes et les filles n'ont pas accès aux kits d'hygiène.

Commune de Busoni

% en adduction d'eau potable: 41%

Accès aux latrines améliorées : 59%, latrines non-améliorées : 40%, défécation à l'air libre: 1%

L'eau utilisée n'est pas traitée et utilisée pour tous les besoins ménagers : boisson, cuisine, vaisselle

Les femmes et les filles n'ont pas accès aux kits d'hygiène.

d. SANTE ET NUTRITION

Augmentation des cas de malnutrition aigüe sévère depuis le mois de novembre 2021. La diminution des cas admis au mois de décembre 2021 serait due aux ruptures de stock en intrants nutritionnels pour la prise en charge.

Augmentation du nombre de consultations curatives depuis le mois d'octobre 2021 avec un pic au mois de décembre alors que beaucoup de familles des collines affectées sont dans l'incapacité de renouveler leurs cartes d'assurance maladie (frais de renouvellement de la CAM sont de 3000Fbu/par an).

Rupture de stock des intrants nutritionnels : RUTF, lait thérapeutique, médicaments pour le traitement systématique : niveaux BDS, Hôpital et CDS. Les laits thérapeutiques et le RUTF sont disponibles dans le stock du niveau national pour une réponse d'urgence et il a été recommandé aux districts concernés d'adresser immédiatement commande au PRONIAUT /CAMEBU. Les médicaments systématiques font partie du paquet offert aux bénéficiaires de la mesure de gratuité de soins pour les enfants de moins de cinq ans, les structures de soins les reçoivent à travers le circuit habituel d'approvisionnement en médicaments .

Insuffisance des interventions de nutrition à base communautaire : ANJE/ FAN/FARN, dépistage : les districts et les formations sanitaires n'ont signalé aucun partenaire actif dans la zone durant les trois derniers mois pour appuyer ces activités. Toutefois, à travers la plateforme nationale du système d'information sanitaire, on peut constater que les agents de santé communautaire et les maman lumières sont toujours à l'œuvre en ce qui concerne le dépistage et les sensibilisations ANJE.

Flambée des cas de paludisme durant les dix dernières semaines de l'année 2021. La tendance est similaire au niveau national mais cette situation pourrait être un facteur de morbidité supplémentaire au niveau des zones touchées par la sécheresse. Cette situation a motivé l'organisation des cliniques mobiles (surtout en commune Bugabira).

Disponibilité des intrants pour le dépistage et la prise en charge du paludisme mais les populations de la zone touchée par le déficit hydrique signalent le manque de moyens financiers pour payer les frais de consultation

e. EDUCATION

Dans la province Kirundo, le secteur Education a été affecté principalement par le déficit hydrique, mais d'autres facteurs ont aggravé la situation, comme le retour massif des réfugiés burundais qui étaient au Rwanda ainsi que la COVID 19 qui s'est largement propagée dans la province. Plus de 2300 cas positifs à la COVID 19 ont été identifiés dans la province depuis août 2021 selon l'Administration provinciale, surtout dans les communes de Kirundo et Busoni.

- Besoins liés au déficit hydrique:

Le déficit hydrique qui a causé une insuffisance alimentaire dans les ménages et a entraîné des abandons scolaires comptés aujourd'hui à 6129 dans les communes Kirundo, Bugabira, Busoni et Ntega.

Commune	Préscolaire		ECOFO		Post-ECOFO		Total
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	
Kirundo	102	134	307	703	32	8	1286
Busoni	0	0	225	431	18	10	2298
Ntega	0	0	466	486	13	16	981
Bugabira	22	16	757	750	9	10	1564

- **Facteurs aggravants:**

Selon les données fournies par les directions communales de l'éducation, les quatre communes affectées comptaient au total 135850 élèves avant le choc, dont 66556 filles et 69294 garçons, répartis dans 164 établissements scolaires. Il y avait déjà un sérieux manque de bancs pupitres, la plupart des salles de classe ayant des enfants qui suivent les cours à même le sol, et une moyenne de 5 enfants par banc pupitre pour le peu de pupitres à disposition. La même insuffisance se remarque également au niveau des manuels scolaires.

- **Besoins liés au rapatriement:**

L'administration provinciale signale un effectif d'environ 30000 rapatriés dans la province en 2021, en provenance du Rwanda, dont plus de la moitié sont des enfants. En plus des problèmes alimentaires qu'éprouvent les enfants rapatriés plus que les autres enfants des communautés d'accueil, les enfants rapatriés font face aux difficultés de réintégration scolaire. En effet, ceux qui ont pu continuer leurs études au Rwanda ont suivi le curriculum rwandais qui n'est pas identique à celui du Burundi. En plus, les langues d'enseignement étaient le Kinyarwanda et l'Anglais alors que les langues d'enseignement au Burundi sont le Kirundi et le Français. La majorité des enfants qui souhaitent réintégrer le système éducatif au retour sont seraient obligés de régresser de 2 classes selon les informations récoltées auprès de responsables éducatifs sur place. Ces derniers estiment que le niveau des connaissances acquis au Rwanda ainsi que les défis liés au changement de langues d'enseignement ne permettraient pas aux enfants concernés d'avancer aisément s'ils continuaient dans la même classe au Burundi. Également, la majorité de ces enfants ont un problème au niveau des documents scolaires, car ils rentrent souvent avec un seul bulletin (généralement celui de la dernière classe fréquentée au Rwanda). Cela fait que leur dossier n'est pas complet et qu'ils (ou leurs parents) sont obligés d'aller au bureau du Ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique sis à Bujumbura (environ 200 km de Kirundo) pour demander un document attestant le niveau académique qu'ils ont (une sorte d'attestation d'équivalence). Cette procédure est très compliquée pour les familles rapatriées en raison de leurs conditions socio-économiques, et un grand nombre finit par abandonner.

A côté de ce problème de réenregistrement scolaire, il se pose également pour ces enfants le problème d'adaptation au système d'enseignement, notamment avec le changement de langues d'enseignement. Des cours de rattrapage sont donc très nécessaires pour eux.

- **Besoins liés aux vents violents :**

Un autre choc qui a légèrement affecté le système éducatif dans la province Kirundo est le vent violent. Les autorités éducatives des communes Kirundo, Bugabira et Busoni ont signalé 15 salles de classe qui ont été partiellement endommagées par du vent violent (7 salles dans la commune Kirundo, 2 dans la commune Bugabira et 6 dans la commune Busoni). Cependant, de ces 15 salles endommagées, 9 ont déjà été réhabilitées grâce à l'appui de l'administration communale, et 4 autres sont en cours de réhabilitation, tandis que les 2 qui restent sont utilisées dans l'état actuel (dans la commune Bugabira).

f. PROTECTION

PROTECTION DE L'ENFANT

Les risques de protection sont principalement dû à l'indisponibilité des extraits d'acte de naissance (perdus ou jamais établis), le taux élevé des ENAS (plus de 100 enfants), le manque des services d'encadrement des enfants sur les collines et le risque d'exploitation, y compris les VBG. Plus spécifiquement, on souligne les besoins suivants : extraits d'acte de naissance pour les enfants issus des familles en situation de précarité, besoin de réinsertion pour les enfants rapatriés, mettre en place les activités socio-économiques pour les jeunes adolescents en mobilité, création des espaces amis des enfants pour mener les activités récréatives et PSS, soutien psychosocial pour les enfants issus des ménages de l'île du lac Rweru, Prise en charge des enfants en mobilité suite aux faibles revenus des familles, abandon scolaire qui augmente les risques de protection (abus, exploitation, violence), etc.

PROTECTION CONTRE LES VBG

Une augmentation des risques de VBG est notée, notamment liés aux stratégies négatives de survies comme le mariage précoce. Des besoins en kits de dignité pour les femmes et filles en âge de procréer.

Les services disponibles au niveau provincial sont : le ministère en charge de la solidarité nationale représentée par le CDFC Provincial et les CDFC communaux, les tribunaux, les leaders communautaires et les organisations locales telles que la FONDATION STAMM et l'AFJB. Les défis et limitations sont essentiellement dus au manque de moyens financiers pour une gestion holistique et efficiente des cas.

L'organisation locale AFEV.

3. PRIORITÉS DES POPULATIONS

Les besoins prioritaires exprimées par les populations de Kirundo sont :

- 1) les semences,
- 2) les vivres
- 3) les Articles Non Alimentaires essentiels comme la literie, les MIILDA, le kit de cuisine.

Pour plus de détails (voir le tableau qui suit)

Secteur	Priorités
SAME	- Assistance alimentaire pour sauver des vies et donner la force de travail pour préparer la saison 2022B - Intrants agricoles (Semences et outils aratoires) pour la saison 2022B (haricot et maïs avec houes) - Activités de création/réhabilitation d'actifs productifs + Sensibilisation sur le changement de comportement (surtout en matière de gestion de récoltes)
Nutrition	- La disponibilité des intrants pour la prise en charge des cas de malnutrition

Santé	- Gratuité des soins de santé pour les personnes affectées
Education	- Matériel scolaire pour la réintégration des enfants qui ont abandonné l'école et des enfants rapatriés - Mise en place d'un mécanisme qui faciliterait aux enfants rapatriés l'accès aux documents nécessaires pour leur réintégration scolaire et au niveau de réintégration convenable (salle de réintégration correspondant réellement au niveau des connaissances de l'enfant) ; - Cours de rattrapage pour les enfants rapatriés et d'autres enfants dont la scolarité a été perturbée par le déficit hydrique et d'autres situations d'urgence.
Protection	- Accès à la documentation civile - Kits de dignité sur toutes les collines affectées - Soutien psychosocial, notamment pour les enfants - Suivi des ENAs (prise en charge transitoire, réunification familiale et suivi des familles d'accueil volontaires pour assurer leur protection dans les milieux favorables) - Mitigation des risques de VBG et gestion des cas, y compris la prise en charge holistique des survivants

RUYIGI ET CANKUZO

SEVERITE FAIBLE

Les communes de Gisuru, Kinyinya de Ruyigi et Cendajuru de Cankuzo ont également été affectées par le déficit hydrique mais dans une moindre mesure (on estime les pertes sur les cultures de 10 à 20 pour cent).

Cependant, ces trois communes sont des zones de retours des rapatriés Burundais venant de la Tanzanie (pression additionnelle sur les ressources déjà insuffisantes en termes de l'offre des services et l'accès) et connaissent des vulnérabilités multifformes préexistantes.

Quoique la sévérité des conséquences du déficit hydrique dans ces provinces reste faible, il est important que la situation continue à être suivie.

NGOZI

SEVERITE ELEVEE – NOMBRE IMPORTANT DE PERSONNES AFFECTEES

1. CONTEXTE

En date du 18 novembre 2021, une pluie mêlée de grêle s'est abattue sur les collines de Rubaya, Kirungu et Bisiga de la commune de Marangara en province de Ngozi. Des dégâts très sévères ont été eu lieu sur :

- 3 des 5 sous collines de la colline de Bisiga, affectant 319 ménages sur les 719 que comptent la colline
- 3 des 4 sous collines de la colline Kirungu, affectant 618 ménages sur les 736 que comptent la colline

2 sur les 3 sous collines de la colline Rubaya, affectant 467 ménages sur les 600 que comptent la colline. Soit un total de 1404 ménages (6393 personnes dont 2694 hommes et 3699 femmes) affectés sur les 2055 que comptent les 3 collines ayant subi le choc.

En date du 25 novembre 2021, des pluies ont fait des dégâts au niveau des collines de Gahororo, Mugerera, Gitaro, Kibuye, Rwimbobo, Carwa, Kiremba, Gatwaro, Nyabikenke, Bitagazwa, Kibezi de la commune de Kiremba, 7499 ménages de 32759 personnes sont affectés. Ces aléas ont principalement anéanti les cultures, occasionné des dommages sur les abris. Nous avons noté également des difficultés d'accès à l'eau potable et salubre pour la population, l'insuffisance voire l'inexistence d'infrastructures eau, hygiène et assainissement au niveau des écoles, préexistants avant la survenance du choc. Cette zone connaît également des migrations économiques saisonniers.

2. BESOINS HUMANITAIRES

a. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE (SAME)

Marangara : Plus de 90% de la population des collines affectées vivent de l'agriculture, le choc a occasionné :

- des pertes sèches de plus de 90% des cultures vivrières (haricot, maïs, bananiers) et de rentes (caféier), les bananiers ont recommencer à régénérer mais ne sont pas encore prêt à produire
- la perte du petit élevage (lapins et cobayes)
- la perte du peu de stocks des vivres qui existaient
- l'augmentation de prix des aliments de base, ainsi le prix du haricot est passé de 900 BIF/kg à 1200 BIF/kg, un panier de patate douce se vend à 2500 BIF et celui de pomme de terre est à 4500 BIF, alors que la main d'œuvre, seconde ressource se paie 1000 à 1500 BIF/jour
- une diminution de l'alimentation en qualité et quantité et fréquence des repas : 0-1 repas/jour après le choc

Kiremba : Le choc a affecté sensiblement les cultures, anéanti les stocks, le niveau d'impact sur les principales sources de revenu est total. Les prix des aliments de base n'ont pas sensiblement augmenté au niveau du marché mais le pouvoir d'achat est très faible, ce qui entrave l'alimentation équilibrée et la fréquence des repas (2 repas/jr avant le choc, 0-1 repas/jr après le choc).

Les distributions du Ministère des Droits de la Personne Humaine, de l'Assistance Sociale et du Genre réalisées au mois de novembre 2021 en faveur de 1500 ménages affectées, constituées de 25kg de maïs/ménage et des semences maraichères, ainsi que celles du PAM d'une ration d'un mois en faveur de 14521 ménages de 72605 personnes (Marangara : 7040 ménages de 35200 personnes, Kiremba : 7481 ménages de 37405 personnes), constituées de maïs, haricot, huile et sel ont permis de nourrir les populations et prévenir la détérioration de l'état nutritionnel des enfants. Cependant, les stocks sont

maintenant épuisés, considérant les disponibilités au niveau des marchés avoisinants, la distribution en cash inconditionnel et multi-usage aux personnes affectées pendant la période de récoltes (février/mars), ce cash comprend également la quotité pour achat des semences de haricot et maïs et fumure minérale pour la mise en place de la saison 2022B (avant la mi-février 2022) serait plus appropriée. Une autre distribution complémentaire d'au moins 2 mois des vivres surviendrait pendant la période de soudure (avril-mai) pour servir également de ration de protection des semences .

En l'absence de distribution des semences à temps pour la mise en place de la saison 2022B et considérant que la récolte de la saison B représente 50%, le risque que les populations dépendent de l'assistance humanitaire plus longtemps, d'adoption des stratégies négatives de survie, augmentation des violences, exodes et migrations est grande.

b. ABRIS/ARTICLES NON ALIMENTAIRE (AANA)

Marangara : 23 maisons ont été moyennement endommagées par le choc, 2 ont déjà été réparées par la population.

Les ménages sont dans leurs maisons, ils ont besoin des ANA classiques (couvertures, nattes, MIILDA).

Kiremba : 45 maisons ont été endommagées par le choc, 10 totalement et 35 partiellement. Les ménages sont dans leurs maisons, ils ont besoin des ANA classiques (couvertures, nattes, MIILDA).

c. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WaSH)

Marangara : Il n'y a pas eu des destructions des adductions d'eau, mais les localités connaissaient un accès insuffisant en eau préexistant au choc. Cette insuffisance d'accès à l'eau potable et des latrines en qualité et quantité au niveau des écoles de Marangara est alarmante.

Kiremba : Il n'y a pas eu des destructions des adductions d'eau, les populations utilisent l'eau de 11 sources non aménagées.

d. SANTÉ ET NUTRITION

Marangara : 8 formations sanitaires existent dans la localité, sont opérationnelles et desservent plus de 16600 personnes, de même les services de nutrition et santé mère-enfant fonctionnent normalement, une moyenne de 230 enfants de -5 ans et 36 FEFA sont admis/semaine. Cependant, le nombre des consultations ont diminué, les populations affectées consultées évoquent l'absence des moyens comme contrainte d'accès aux soins et nous ont indiqué recourir dorénavant aux plantes de médecine traditionnelle faute des moyens. Ces limitations d'accès sont d'autant plus risquées dans le contexte actuel

d'augmentation des cas de la Covid-19 et d'épisodes de paludisme.

Kiremba : 7 CdS, le District Sanitaire de Kiremba, 1 hôpital.

e. EDUCATION

Marangara : La zone affectée est dotée de : 3 écoles du préscolaire (2 SDC, 96 F, 97 G, 4 enseignants F, 2 enseignants H), 4 ECOFO cycle 1-3 (26 SDC, 795 F, 1009 G, 11 enseignants F, 24 enseignants H), 3 ECOFO cycle 4 (7 SDC, 132 F, 122 G, 1 enseignant F, 9 enseignants H), 1 Post-Fondamental (6 SDC, 46F, 86 G, 2 enseignants F, 7 enseignants H). 2 SDC (1 préscolaire, 1 ECOFO cycle-4) ont été moyennement endommagés. Tous les enseignants ont été affectés par la perte des champs, l'absence des points d'eau et l'insuffisance des latrines au niveau des écoles est très problématique.

Kiremba : La zone affectée est dotée de 11 écoles du préscolaire (12 SDC, 357 F, 366 G, 10 enseignants F, 6 enseignants H), 36 ECOFO cycle 1-3-4 (267 SDC, 12518 F, 12870 G, 11 enseignants F, 24 enseignants H), 8 Post-Fondamental (47 SDC, 642 F, 684 G, 133 enseignants F, 219 enseignants H). Aucun SDC n'a été endommagé.

En termes d'abandons scolaires et de besoins de kits scolaires, la situation se présente comme suit :

Commune	Préscolaire		ECOFO		Post-ECOFO		Total
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	
Abandons	26	29	46	44	1	5	151
En besoin de kits scolaires	58	49	343	331	40	60	881

f. PROTECTION

Marangara : Les populations consultées nous ont indiqué l'existence de besoins en protection, notamment liés à la mise en place des stratégies de survie et aux mouvements des populations (exodes, migrations), les abandons scolaires et l'exploitation des enfants. Globalement, l'environnement est propice aux violences et les femmes/filles ont mentionné des risques de VBG lors de la collecte du bois et de l'eau.

Kiremba : Les populations consultées ont indiqué entre autres la perte des documents administratifs ainsi que l'existence de risques de VBG lors des activités de collecte de bois de chauffe et de l'eau.

Quoique certains chiffres des personnes dans le besoin ont été partagés par la CRB branche de Ngozi, la

nécessité de réaliser une évaluation protection approfondie pour déterminer les populations à besoins spécifiques (désagréations, personnes vivant avec handicap, FEFA, malades chroniques) est nécessaire pour adapter la réponse.

BUJUMBURA

SEVERITE DES BESOINS MOYEN – NOMBRE MOYEN DE PERSONNES AFFECTEES

1. CONTEXTE

En date du 27 au 28 décembre 2021, une pluie s'est abattue sur les collines de Gasarara, Mwumba, Kigina, Mbare, Mayemba, Musenyi, Raro, Kinyami, Mugendo, Karama, Kinama, Mukonko, Kizunga et Matara, 8 personnes ont été blessées et 9.465 ménages sont affectés. Des maisons et autres infrastructures ont été décoiffées, soit partiellement ou totalement détruites, des champs des cultures ont été endommagés.

2. APERÇU DES VULNERABILITES SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS

a. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE (SAME)

Le choc a occasionné : Des dégâts sur les cultures vivrières (55% sur le maïs ,40% sur la banane et le manioc ,65% sur le haricot, soit une moyenne globale de 50 % de pertes sèches) ; 60% de pertes sur les cultures de rentes (caféier).

On note la faiblesse, voire la quasi-inexistence des stocks des vivres. L'impact du choc a été amorti par d'autres sources de revenu comme le petit commerce, les petits métiers, la maçonnerie, la couture qui représentent 80% des moyens de subsistance. 70% des dépenses sont alimentaires mais le choix est restreint et la fréquence est réduite à 0/1 repas/jour. Les populations ont consommé les semences de la saison 2022B.

b. ABRIS/ARTICLES NON ALIMENTAIRES (AANA)

330 maisons ont été endommagées par le choc, 3% totalement détruites ,12% partiellement détruites et 85% décoiffées. Les ménages sont dans leurs maisons, ils ont besoin des ANA classiques (couvertures, nattes, MIILDA).

c. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WaSH)

Il n'y a pas eu des destructions des adductions d'eau. Sur 68000 populations et 11500 ménages mois de 0,1 pour cent pratiquent la défécation à l'air libre.

d. SANTE ET NUTRITION

9 formations sanitaires existent dans la localité, sont opérationnelles et desservent plus de 70,400 personnes, de même les services de nutrition et santé mère-enfant fonctionnent normalement, une moyenne de 442 enfants de moins de 5 ans et 114 FEFA sont admis/semaine. Le nombre des consultations est resté constant mais des médicaments sont insuffisants tels que l'amoxicilline et l'ACT.

e. EDUCATION

La zone affectée est dotée de :

- 12 écoles du préscolaire (12 SDC, 330 F, 339 G, 8 enseignants F, 3 enseignants H)
- 33 ECOFO cycle 1-3 (211 SDC, 6801 F, 6683 G, 110 enseignants F, 106 enseignants H)
- 25 ECOFO cycle 4 (60 SDC, 1594 F, 1060 G, 22 enseignants F, 94 enseignants H)
- 7 Post-Fondamental (47 SDC, 931 F, 525 G, 20 enseignants F, 47 enseignants H)

9 écoles ont été endommagées, dont : 4 ECOFO cycle 1-3 : Bukondo (Nyabibondo), Mukonko1(Kizunga), Buyengero (Raro), Rusagwe (Raro) avec des effectifs de 505 élèves (F :246 ; G :259) ; 4 ECOFO cycle 4 : Muhuha (Gasarara); Cishinzo (Karama) avec des effectifs de 233 élèves (F151 ;132G) ; 1 préscolaire : Kigina avec des effectifs de 113 élèves (F :72 ;41G). Les latrines des ECOFO Sagasoso 1&2 ont été endommagées. Les ECOFO Nyabibondo 1&2 ont accueilli des enfants issus des écoles endommagées.

On souligne l'absence des points d'eau et l'insuffisance des latrines au niveau des écoles. Des données complémentaires sont à collecter pour mieux cerner les besoins.

Bien qu'il n'y ait pas eu d'abandons scolaires à la suite du choc, 1475 enfants de Nyabiraba sont dans le besoin de kits scolaires dont 748 filles.

g. PROTECTION

Nécessité de réaliser une évaluation protection approfondie pour déterminer les personnes à besoins spécifiques (désagréations, personnes vivant avec handicap, FEFA, malades chroniques) pour adapter la réponse. Cependant, pour le secteur de la protection de l'enfant, les besoins suivants ont été relevés :

- Perte et destruction des extraits d'acte de naissance
- Risque des enfants en mobile à la suite de la pauvreté excessive des familles (cas d'enfants qui descendent en ville pour mendier)

- Risque d'augmentation des cas d'abandons scolaires, notamment à la suite de la perte des kits scolaires.

BUJUMBURA MAIRIE

SEVERITE DES BESOINS FAIBLE – FAIBLE NOMBRE DE PERSONNES AFFECTEES (MOINS DE 1000)

1. CONTEXTE

En date du 28 décembre 2021, une pluie s'est abattue dans les quartiers de Buterere IA et IIB mais le choc a principalement été occasionné par les ruissellements qui proviennent des quartiers de Carama et autres qui gonflent les crues des cours d'eau de la localité (comme Kinyankonge) et se déversent dans les quartiers de Buterere.

2. APERÇU DES VULNÉRABILITÉS SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS

Ces chocs récurrents dans la zone se greffent aux vulnérabilités préexistantes qui sont liées aux constructions non résilientes, au non-respect des mesures urbanistiques et constructions anarchiques et aux conditions de vie précaire de certains ménages (certains vivent des collectes au niveau des dépotoirs d'immondices).

Si la DTM avait relevé 321 personnes déplacées à la suite du choc, lors de la visite des lieux, aucun déplacement (site spontané ou hébergement au sein de famille hôte) n'a été observé par la mission d'évaluation ni signalé par la population consultée. On suppose donc que les personnes étaient déjà retournées.

Au regard du faible nombre de personnes affectées et de la faiblesse des besoins, aucune réponse d'urgence n'est recommandée. Cependant, si rien n'est fait pour canaliser et orienter les eaux de ruissellement qui se déversent dans le quartier de Buterere, le pire est à craindre pour la grande saison des pluies qui s'annonce (février/mars).

3. REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Les populations ayant déjà reçu de l'assistance (Marangara et Kiremba) ont apprécié la qualité de l'assistance en vivres reçu.

La plupart des populations consultées n'étaient cependant pas au courant de l'existence d'un mécanisme de plainte et de retour.

CIBITOKÉ

SEVERITE ELEVÉE – NOMBRE MOYEN DE PERSONNES AFFECTÉES

1. CONTEXTE

La province de Cibitoke a été touchée à deux reprises par des vents violents, en octobre 2021. Deux collines (Rugajo et Rugasara) de la commune de Mugina ont été touchées et une colline (Masha) de la commune de Murwi a été touchée. La commune de Mugina comprend 3.820 ménages (22.920 personnes).

La commune de Murwi comprend 983 ménages. Selon les données de la DTM, 301 ménages (1.313 personnes) ont été affectés et 128 ménages (603 personnes) ont été déplacés. D'autres chocs de plus petite ampleur ont également affecté la province.

2. BESOINS HUMANITAIRES

a. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE (SAME)

Les personnes affectées de Cibitoke vivent principalement des cultures vivrières et de rente et de l'élevage de petit bétail.

Les personnes estiment leurs pertes agricoles/élevages entre 60 et 95 pour cent à Mugina et à 85 pour cent à Murwi. Ils se disent dans l'impossibilité d'assurer par eux-mêmes une relance rapide. L'accès physique au marché n'est pas bloqué mais on note une hausse anormale du prix des aliments et du paquet de base et le niveau des stocks des aliments et du paquet de base des marchés est nul/faible. Les ménages ne disposent pas non plus d'un stock en aliment de base ou ils disposent d'un stock évalué à une semaine. On note une diminution dans le nombre de repas avant et après le choc – avec un passage de 2 repas à 1 – et dans la variété et la qualité des principaux aliments consommés.

La principale source de revenu a été affectée de manière importante par le choc. Les personnes consultées estiment le nombre de personnes qui se seraient déplacées du fait de l'insécurité alimentaire durant les 3 dernières semaines de 15 à Mugina et de 30 à Murwi. Des stratégies de survie de crise ont été relevées n, comme la vente des outils/biens productifs (15 pour cent), le retrait des enfants de l'école (15 pour cent), la consommation des semences réservées pour la saison suivante (10 pour cent).

b. ABRIS/ARTICLES NON ALIMENTAIRE (AANA)

A Mugina et Murwi, les priorités des ménages en termes d'ANA sont les suivants : tôles/kit abris, literie, ustensiles cuisines, moustiquaires.

Sur la colline de Masha à Mugina, 43 ménages auraient eu leurs abris endommagés par le choc (3 complètement détruit, 13 partiellement détruit et 27 abris décoiffés).

Les ménages vivent dans leurs maisons partiellement réparées mais ont encore besoin de tôles.

c. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WaSH)

A Murwi, il y a 302 sources améliorées dont 156 fonctionnaient au jour de l'évaluation. Il s'agit de bornes fontaines. Elles sont utilisées pour boire et cuisiner. Il existe 71 sources non-améliorées et aucune ne fonctionnait au jour de l'évaluation. Les populations utilisent de l'eau non traitée. Il y a 367 latrines non-améliorées et il n'existe pas de latrines améliorées. Des ménages dont le pourcentage n'a pas été communiqué pratiqueraient la défécation à l'air libre.

A Mugina, il y a 6 sources améliorées qui fonctionnaient toutes le jour de l'évaluation. Il s'agit des puits de forage. Elles sont utilisées pour boire et cuisiner. La population utilise de l'eau traitée. 100 pour cent des ménages utiliseraient des latrines non-améliorées.

Les populations n'ont pas un accès suffisant à des kits d'hygiène de base dont des articles spécifiques pour les femmes/filles.

A noter que Cibitoke connaît des flambées récurrentes de choléra.

d. SANTÉ ET NUTRITION

La commune de Mugina comprend 10 structures sanitaires (SS) fonctionnelles. 970 enfants et 360 FEFA y sont admis par semaine et 24.000 personnes sont couvertes par ces SS. La commune de Murwi comprend 6 SS fonctionnelles. 1.120 enfants de moins de 5 ans et 211 FEFA y sont admis par semaine et 26.000 personnes sont couvertes par ces SS.

Il y a eu une légère augmentation des consultations après le choc (de 5 à 7 pour cent).

Les médicaments sont disponibles mais les populations affectées n'ont pas des ressources pour payer les frais de consultation et de prise en charge cela bloque leur accès aux soins, la prise en charge gratuite dans les formations sanitaires serait salvateur.

Le centre/service nutritionnel fonctionne normalement. Il existe un centre pour les victimes de VBG connu des populations. Les gens reportent une flambée des cas de paludisme.

e. EDUCATION

La commune de MURWI dispose:

- 2 établissements et 4 SDC préscolaires qui accueillent 187 enfants (97 filles et 90 garçons) et 4 enseignantes ;
- 22 établissements et 270 SDC d'ECOFO (cycle 1 à 3) qui accueillent 24.596 enfants (12.418 filles et 12.078 garçons) et 334 enseignants (99 femmes et 235 hommes) ;
- 24 établissements et 76 SDC d'ECOFO (cycle 4) qui accueillent 4.194 élèves (1.950 filles et 2.244 garçons) et 107 enseignants (19 femmes et 88 hommes) ;

- 11 établissements et 48 SDC qui accueillent 259 élèves (137 filles et 159 garçons) et 77 enseignants (7 femmes et 71 hommes).

Au total, deux établissements ECOFO (cycle 1 à 3) ont été endommagés mais ils sont en train d'être réhabilités par l'ONGE *War Child Holland*. Il s'agit des écoles de Kanombe qui accueille 783 élèves (615 filles et 167 garçons) et celle de Nyabubuye qui accueille 907 élèves (473 filles et 434 garçons). Les toitures ont été affectées ainsi qu'un peu de matériel scolaire.

Aucun cours n'a été suspendu à la suite des chocs mais on note un nombre élevé (chiffre non défini) de cas d'abandon scolaires liés aux déplacements des familles à la suite du choc.

Aucun établissement scolaire n'a perdu de points d'eau du fait des chocs mais 41 écoles ne disposent pas de points d'eau, dont une école préscolaire, 14 écoles d'ECOFO (cycle 1-3), 20 écoles d'ECOFO (cycle 4) et 7 écoles post-fondamentales. Cela représente plus de 77 pour cent de l'ensemble des établissements scolaires.

La commune de MUGINA dispose de :

- 6 établissements et 12 SDC préscolaires qui accueillent 275 enfants (146 filles et 129 garçons) et 12 enseignantes ;
- 56 établissements et 358 SDC d'ECOFO (cycle 1 à 3) qui accueillent 27.957 enfants (14.144 filles et 13.813 garçons) et 407 enseignants (164 femmes et 243 hommes) ;
- 30 établissements et 96 SDC d'ECOFO (cycle 4) qui accueillent 3.015 élèves (1.549 filles et 1.466 garçons) et 133 enseignants (15 femmes et 118 hommes) ;
- 11 établissements et 64 SDC qui accueillent 1.426 élèves (604 filles et 812 garçons) et 76 enseignants (4 femmes et 72 hommes).

Depuis octobre 2021, 3 établissements auraient été touchés par les chocs (ECOFO Rugajo, Kirinzi et Cari) mais la commune a contribué dans leur réhabilitation.

- 43 établissements ECOFO (1-3), 25 établissements ECOFO (4) et 6 établissements post-fondamental ne disposent pas de points d'eau mais cette situation prévaut d'avant le choc.
- Les familles dont leurs maisons ont été détruites durant cette période soulignent que le matériel scolaire de leurs enfants a été endommagé contrairement au Directeur Communal de l'Enseignement qui affirme que les dégâts scolaires sont très minimes et que tous les élèves continuent l'école normalement.
- La DCE Mugina a des écoles qui sont construites en matériaux non durables et qui présentent un risque réel pour les enfants et les enseignants. Ces écoles ont besoins d'être appuyé en réhabilitation.

f. PROTECTION

- On note la perte ou l'endommagement de documents civils pendant les chocs.
- Des enfants ont été séparés à la suite du choc (4 à Mugina et 13 à Murwi).
- Seuls 5 à 10% des ménages propriétaires disposeraient d'un titre de propriété.
- L'environnement serait propice aux violences (particulièrement lors de l'utilisation de sanitaires et de latrines). Spécifiquement pour la protection de l'enfant, il a été évalué :

- Risque élevé des enfants en mobilité vers le Congo et le Rwanda mais aussi des enfants qui descendent à Bujumbura à la recherche du travail.
- Risque élevé des enfants qui seront poussés à travailler dans les mines d'or à Buganda (Kaburantwa)
- Risque des enfants victimes de la traite
- Des cas de mariages et grossesses précoces chez les adolescents (au moins trois cas identifiés)

h. PRIORITÉS DES POPULATIONS

Les priorités des populations sont en abris, ANA et nourriture. L'accès à l'eau est également priorisé à Murwi, le problème d'eau préexiste au choc.

3. REDEVABILITE ENVERS LES POPULATIONS AFFECTEES

Très peu d'aide reçue (la seule aide notée est pour la reconstruction des écoles) et pas de connaissance des mécanismes de plaintes par les populations.

Les bénéficiaires préfèrent communiquer via la ligne verte et les acteurs humanitaires de terrain (1 et 2) puis via les autorités locales.

RUMONGE

SEVERITE MOYENNE/ELEVEE – NOMBRE FAIBLE DE PERSONNES AFFECTEES (MOINS DE 500)

1. CONTEXTE

La province de Rumonge a été touchée par des vents violents en décembre 2021. Une colline (Gihwanya) de la commune de Rumonge a été touchée.

La commune de Rumonge comprend 1.907 ménages soit 16.850 personnes. Selon les données partagées sur le terrain par la CRB/l'administration, 86 ménages ont été affectés, soit 438 personnes dont 168 hommes et 270 femmes.

Ces données sont plus élevées que celles partagées par la DTM. Il y a eu 2 décès (enfants) lors du choc.

2. BESOINS HUMANITAIRES

a. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Les personnes affectées de Rumonge vivent principalement du petit commerce, travail de main d'œuvre, et d'organisations autogérées locales (VSLA).

Les personnes estiment leurs pertes agricoles/élevages à 60 pour cent. Ils ont affirmé être dans l'impossibilité d'assurer par elles-mêmes une relance rapide. L'accès physique au marché n'est pas bloqué mais on note une hausse anormale du prix des aliments et du paquet de base et le niveau des stocks des aliments et du paquet de base des marchés est nul/faible. Les ménages ne disposent pas non plus d'un stock en aliment de base ou ils disposent d'un stock évalué à une semaine. On note une diminution dans le nombre de repas avant et après le choc – avec un passage de 3 repas à 1 – et dans la variété et la qualité des

principaux aliments consommés. La principale source de revenu a été affectée de manière importante par le choc.

Personne ne se serait déplacé du fait de l'insécurité alimentaire durant les trois dernières semaines. Les stratégies de survies mises en place sont principalement des stratégies de stress mais on note la vente d'outils productifs (stratégie de crise).

b. ABRIS/ARTICLES NON ALIMENTAIRES (AANA)

Les ANA prioritaires sont les ustensiles de cuisine, les couvertures et les matelas.

Peu de maisons ont été détruites (2 seraient complètement détruites et 10 partiellement détruites).

Une partie des personnes dont les maisons ont été détruites vivent dans des maisons partiellement réparées.

c. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (WaSH)

Il y a 194 sources améliorées dont 120 fonctionnaient à la date de l'évaluation. Il existe 23 sources non-améliorées dont 22 fonctionnaient à la date de l'évaluation. Les populations utilisent l'eau traitée avec du Chlore. Il y a 29.000 latrines améliorées et 7.999 latrines non améliorées. Selon les informations recueillies, Il n'y aurait pas de pratique de défécation à l'air libre.

d. SANTÉ ET NUTRITION

La commune comprend 12 structures sanitaires (SS) fonctionnelles. 1.170 enfants et 570 FEFA y sont admis par semaine et 56.000 personnes sont couvertes par ces SS.

Il y a eu une légère augmentation des consultations après le choc (de 5 pour cent).

Les médicaments sont disponibles mais les personnes affectées ne sont pas pris en charge gratuitement dans les formations sanitaires, ce qui pourrait bloquer leur accès. Le centre/service nutritionnel fonctionne normalement.

e. EDUCATION

La commune est équipée de:

- 47 établissements et 81 SDC pré-scolaires qui accueillent 3.448 enfants (1.757 filles et 1.691 garçons) et 94 enseignants (85 femmes et 9 hommes) ;
- 35 établissements et 225 SDC d'ECOFO (cycle 1 à 3) qui accueillent 65.818 enfants (33.594 filles et 32.224 garçons) et 371 enseignants (136 femmes et 235 hommes) ;
- 91 établissements et 908 SDC d'ECOFO (cycle 4) qui accueillent 15.168 élèves (7.313 filles et 5.855 garçons) et 1.626 enseignants (925 femmes et 701 hommes) ;
- 43 établissements et 312 SDC qui accueillent 8.677 élèves (4.814 filles et 3.863 garçons) et 492 enseignants (68 femmes et 434 hommes).

Au total, deux établissements ECOFO (cycle 4) ont été endommagées :

Il s'agit des établissements de Mbizi, sur la colline de Kizuka et qui compte 815 élèves (dont 435 filles et 392 garçons) et celui de Rukinga II sur la colline de Rukinga qui compte 1.228 élèves (647 filles et 85 garçons).

Deux établissements d'ECOFO (1-3) et 4 établissements ECOFO (4) ont perdus des latrines suite au choc.

Quatre établissements ECOFO (1-3) et 31 établissements ECOFO (4) ne disposent pas de points d'eau mais cette situation date d'avant le choc.

Presque toutes les écoles de la commune ont des problèmes préalables au choc comme l'insuffisance de bancs pupitres, de manuels scolaires, d'infrastructures et de latrines, et d'enseignants (surtout entre la 1^{ère} et la 7^e année). Toutes les écoles ont poursuivi leurs cours.

Cependant, 626 enfants sont dans le besoin de kits scolaires à la suite du choc.

f. PROTECTION

On note la perte ou l'endommagement de documents civils pendant les chocs, notamment les extraits d'acte de naissance et les actes de mariage.

Des enfants séparés et chefs de ménages existeraient, au moins, 9 enfants chefs de ménages (F : 5, G : 4) et 30 enfants non accompagnés (F : 18, G : 12) ont été identifiés.

Environ 50 pour cent des ménages propriétaires disposeraient d'un titre de propriété.

L'environnement serait propice aux violences et c'est surtout la violence domestique qui est citée, les latrines et douches sont citées comme les lieux les moins sûrs du fait du manque d'éclairage.

Les enfants nécessitent une protection face aux risques d'exploitation y compris les VBG et le travail des enfants

i. PRIORITÉS DES POPULATIONS

Les priorités des populations sont en abris, ANA et AGR.

3. REDEVABILITE ENVERS LES POPULATIONS AFFECTEES

Les populations n'ont pas reçu d'aide suite au choc mais connaissent les mécanismes de plaintes mis en place par les ONG. Ils préfèrent communiquer en face à face et utiliser les lignes vertes. Ils soulignent qu'il y a un problème de 5 ravins qui risquent de détruire les maisons et empêchent la circulation libre entre les quartiers.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DE LA REPONSE

*Les propositions en orange sont des activités de résilience/développement hors plan de réponse humanitaire
Le tableau ci-dessous ne reprend que les recommandations pour les 4 provinces prioritaires*

KIRUNDO		
SECTEUR	ACTIONS CLES	CIBLE
SAME	- Assistance alimentaire d'urgence en vue d'assurer la survie et de protéger les ME menacés par les stratégies de survie actuelles - Assistance en intrants agricoles (semences haricot, maïs, cordes patate douce et matériel aratoire) pour pouvoir assurer la prochaine saison culturale 2022A devant commencer à mi-février 2022. - La modalité de « transfert monétaire » semble être la plus appropriée aussi bien pour l'alimentation que pour les intrants agricoles eut égard au marché jugé très favorable et aux relativement bonnes récoltes enregistrées dans les collines non touchées. - Assistance en AGRs pour la diversification des ME - Accélérer et mettre à l'échelle les initiatives d'irrigation collinaire	36.500 ménages
SANTÉ	- Assurer la gratuité des soins pour les personnes affectées - Faciliter le dépistage et la prise en charge du paludisme - Renforcer la surveillance des maladies à potentiel épidémique	36.500 ménages
NUTRITION	- Organiser un dépistage de masse de la malnutrition aigüe dans les zones touchées par la sécheresse - Prise en charge de la MAM/MAS	30 collines affectées
EDUCATION	- Renforcer le programme d'alimentation scolaire qui est déjà opérationnel dans la province et surtout éviter des interruptions de stocks car elles peuvent catalyser le phénomène d'abandon scolaire - Fourniture de kits scolaires aux élèves affectés (cible : 12000) - Fournir des manuels scolaires et autres matériels pédagogique aux écoles pour favoriser l'accueil des rapatriés et autres enfants affectés (FF) - Organisation de cours de rattrapage pour les enfants affectés (cible : 12000)	12000 enfants

	- Fourniture de bancs pupitres aux écoles surpeuplées en raison du rapatriement et d'autres chocs (cible : 2500) - Réparation de latrine dans une école (1) - Aménagement de salles de classes temporaires pour accueillir les enfants affectés (30) - Référencement des enfants affectés (cible : 300) - La mission recommande que le HCR Burundi dialogue avec le HCR Rwanda pour résoudre la question en amont afin de faciliter le transfert des dossiers individuels des élèves rapatriés et de tout autre document pouvant faciliter leur réintégration correctement et en temps utile	
PROTECTION	- Assistance pour l'obtention de la documentation civile, y compris l'enregistrement des naissances - Assurer la prise en charge d'ENAS, notamment à Kirundo et Rumonge - Kits de dignité pour femmes et filles en âge de procréer (6.000) - Assurer une prise en charge holistique aux victimes de VBG - Soutien psychosocial et activités socio-récréatives pour les enfants - Sensibilisations/formations VBG et protections de l'enfance - Mettre en place en urgence des activités de protection (notamment les activités PSS et récréatives afin de faciliter la documentation et l'assistance aux ENA et ES, l'octroi d'extraits d'acte de naissance, organiser les séances de sensibilisation sur la violation des droits des enfants, sur la Covid9, sur les VBG et l'accès aux services pour les personnes à besoins spécifiques tels que les enfants vivant avec handicap,). - Soutenir les familles déplacées par la mise en place des groupes de solidarité pour offrir des opportunités économiques aux ménages et renforcer la protection de l'enfant.	36.500 ménages
EHA	- Distribution de kits de stockage et de traitement d'eau dans les ménages	6.000 ménages
CIBITOKÉ		
SAME	- Assistance alimentaire d'urgence en vue d'assurer la survie et de protéger les ME menacés par les stratégies de survie actuelles. - Assistance en intrants agricoles (semences haricot et maïs) pour pouvoir assurer la prochaine saison culturale 2022A devant commencer à mi-février 2022. - La modalité de « transfert monétaire » semble être la plus appropriée aussi bien pour l'alimentation que pour les intrants	3.820 ménages

	agricoles eut égard au marché dans les collines non touchées. - Assistance en AGRs pour la diversification des ME	
ABRIS/ANA	- Kits abris - Kits ANA	128 ménages
EHA	- Réparation des sources d'eau	320 ménages
EDUCATION	- Fourniture de kits scolaires aux élèves affectés	221 élèves
PROTECTION	- Assistance pour l'obtention de documentation civile - Assistance aux ENAS - Activités de soutien psychosocial et de prévention contre les abus, violences, exploitations, y compris pour les enfants à risque de mobilité et de travailleurs dans les mines - Kits de dignité pour femmes/filles en âge de procréer - Des cas de mariages et grossesses précoces chez les adolescents (au moins trois cas identifiés)	128 ménages
NGOZI		
EDUCATION	- Fourniture de kits scolaires aux enfants affectés	881
EHA	- Distribution de kit EHA pour la conservation et traite de l'eau - Réparation des sources d'eau	1404
PROTECTION	- Besoin d'octroi des d'extraits d'actes de naissance aux enfants dans le besoin, y compris ceux dont les extraits d'acte de naissance ont été endommagés par la pluie ou perdu. - Risque élevé des enfants en mobilité (vers la Tanzanie) à la recherche du travail. - Phénomène des enfants en situation de rue - Besoins de création des espaces amis des enfants pour mener les activités récréatives et PSS et maintenir les enfants au sein de la communauté	
→ MARANGARA		
SAME	- Organiser une distribution en cash inconditionnel et multi-usage aux personnes affectées pendant la période de récoltes (février/mars). NB. L'assistance en cash comprend également le cash pour achat des semences de haricot et maïs et fumure minérale pour la mise en place de la saison 2022B (avant la mi-février 2022) - Organiser une distribution complémentaire d'au moins 2 mois des	1404 ménages (6393 personnes)

	vivres pendant la période de soudure (avril-mai) aux 1404 ménages pour servir également de ration de protection des semences	
	- Développer les Activités Génératrices de Revenus (AGR) en faveur de femmes cheffes de ménages et veuves affectées	196 Femmes cheffes de ménages et veuves affectées
SANTE	Gratuité des soins et mise à la disposition des Centre de Sante des stocks d'intrants médicaux pour les pathologies courantes	6393 personnes affectées
NUTRITION	Prise en charge de la MAM et de la MAS	Au moins 400 Enfants 0-59 mois, 579 FEFA
PROTECTION	- Kits de dignité pour femmes/filles en âge de procréer - Cash multi-usage et des AGR - Fournir une assistance adaptée aux PBS - Assistance psychosociale et activités socio-récréatives - Prise en charge des ENAS	91 PVH (41H,50F), 33 malades chroniques (20 H,13F), 154 P en 3 ^e âge, 196 F seules cheffes de ménage, 21 enfants chefs de ménages
Relèvement et solutions durables	-AGR et enseignement des métiers -Activités HIMO, VSLA	
→ KIREMBA		
SAME	-Organiser une distribution urgente d'au moins 2 mois des vivres et des semences de haricot et maïs et fumure minérale pour la mise en place de la saison 2022B (avant la mi-février 2022) - Distribution de cash inconditionnel et multi-usage	7499 ménages
PROTECTION	- Kits de dignité pour femmes/filles en âge de procréer - Fournir une assistance adaptée aux PBS	10 000 FEFA 414 PVH (185H, 229F), 669 malades chroniques (317H, 352F)
ABRIS/ANA	-distribuer kit ANA classiques -distribuer les kits de réparation des maisons	55 ménages
BUJUMBURA RURAL		
SAME	-distribution de 3 mois des vivres - distribuer des semences et fumure minérale	9465 ménages

	-distribuer du cash multipurpose	
ABRIS/ANA	-distribuer kit de réparation des maisons -distribuer kit ANA classique	330 ménages
EDUCATION	-distribuer les kits scolaires -réparer les écoles endommagées	1475
Protection	-Enregistrement des naissances -Prevention des risques de mobilité des enfants -Assurer le maintien des enfants à l'école en vue d'améliorer l'environnement protecteur des enfants a risque	

ANNEXES

Liste des participants à l'évaluation

Groupe I (Cibitoke, Rumonge)				
Nom & Prénom	Organisation	Secteur/ Role	Telephone	E-MAIL
Helene Sergeant	UNOCHA	Coordination/HAO	+257-72111311	sergeant@un.org
Armel Nkuzimana	IOM	Communication	+257-79969985	ankunzimana@iom.int
Billy Steve Camirirwa	UNHCR	Protection/IMO	+257-61740340	camirirw@unhcr.org
Darlene Shurweryimana	SAD	Protection	+257-69547908	shurweryimana2000@gmail.com
Jim Thierry Ntwari	OMS	SANTE/Coordonnateur	+257-71010896	ntwarj@who.int
Fabrice Bag Essa	PACT	SAME	+257 61 913 240	pactbu@yahoo.fr
Irene Nahayo	IOM	AANA	+257-71999049	inahayo@iom.int
Kazungu Christian	SAD	Protection	+257-62669792	christiankazungu81@gmail.com
Odette Nkengurutse	WCH	Education	+257-79083581	odette.nkengurutse@warchild.nl
Ornella Inamahoro	UNICEF	WaSH	+257-79365564	oinamahoro@unicef.org
Philibert Ntaconayigize	Protection Civile	PFN-PRGC	+257-61078168	papabonheur25@gmail.com
Groupe II (Ngozi, Bujumbura)				
Gervais Niyibizi	Protection Civile	PFN-PRGC	+257-68225079	nigervais@gmail.com
Paterne Irahaye	UNOCHA	Coordination/HAO	+257-72111150	irahaye@un.org
Alain Ndakoze	FAO	SAME	+257-75826409	Alain.Ndakoze@fao.org
Chadia Ineza	SAD	Protection	+257-61630932	chadyneza@gmail.com
Crescent Niyontwari	IOM	AANA/DTM	+257-79911203	cniyontwari@iom.int
Emery Sezibera	WVI	WaSH	+257-79404571	Emery_Sezibera@wvi.org
Leonidas Ngayabihema	UNICEF	Protection/CPO	+257-79350667	Ingayabihema@unicef.org
Kimana Leslie-Yvannie	SAD	Protection	+257-69912321	kimanaleslieyvannie@gmail.com
Nestor Nkengurutse	UNICEF	Santé-Nutrition	+257-79568927	nnkengurutse@unicef.org
Clarisse Nininahazwe	WVI	Education	+257-79238813	clarisse_ninihazwe@wvi.org
Groupe III (Kirundo)				
Jean Mahwane	WFP	SAME/Coordonnateur	+257-79984496	jean.mahwane@wfp.org
Rurankiriza Jean Marie	MENRS	Education/ GDTESU	+257-79961499	rurajm@yahoo.fr
Silas Mugirama	UNICEF	Education/ Coordonnateur	+257-79564906	smugirama@unicef.org
Camille Marquis	UNOCHA	Communication	+257-72111156	camille.marquis@un.org
Deo Ndayishimiye	CRB	WaSH	+257-79985012	
Osée Nduwayo	SAD	Protection	+257-71859127	nduwayoosee@gmail.com
Roland Willy Niyibizi	UNICEF	Santé-Nutrition	+257-79965654	rniyibizi@unicef.org
Sonia Hakizimana	IOM	AANA/DTM	+257-76746829	shakizimana@iom.int
Vincent Ndizeye	SAD	Protection	+257-69188083	ndizevich@gmail.com

INFORMATEURS CLES

Titre	Contact	Localité
Gouverneur	69082569	Kirundo
Directeur BPEAE	69413658	Kirundo
Administrateur de la commune Kirundo	69171707	Kirundo
Conseiller communal chargé du développement Bugabira	69522950	Bugabira
SP Com Busoni	69456687	Busoni
Administrateur Communal Busoni	61333596	Busoni
Agronome commune Busoni	68623108	Busoni
Chef colline Ceru	69651566	Ceru
Conseiller de l'Administrateur Ntega	61260401	Ntega
Chef de colline Rutagara	61519720	Rutagara
Chef de colline Gatanga	62355356	Gatanga
MDPS KIRUNDO	79901629	Kirundo
MCD KIRUNDO	79499758	Kirundo
SIS BDS KIRUNDO	68171146	Kirundo
DACS HOPITAL KIRUNDO	79928191	Kirundo
RESPONSABLE SST KIRUNDO	69133343	Kirundo
MCD BUSONI	79599741	Busoni
GESTIONNAIRE PHARMACIE BDS BUSONI	69056393	Busoni
TITULAIRE ADJOINT CDS BURARA	69144204	Burara
TITULAIRE CDS SASA	69174177	Sasa
CDFC Marangara	69641590	Marangara
SP CRB	69897045	Bujumbura

GALERIE DE PHOTOS



Évaluation des besoins multisectoriels, déficit en eau, province de Kirundo, janvier 2022.

Jeanine Miburo, 23 ans, cultive ce champ de maïs d'un hectare à la colline de Ceru , commune de Kirundo, province de Kirundo, dans le nord du Burundi. Cette année, en raison du déficit hydrique, elle a récolté moins d'un kilogramme de maïs, contre 200 kilogrammes lorsque la pluie est abondante. Elle vient de se marier et porte son premier enfant dans les bras. Son mari est parti en Tanzanie pour chercher du travail. Pour gagner de l'argent, elle travaille dans les champs des autres.



Évaluation des besoins multisectoriels, déficit en eau, province de Kirundo, janvier 2022.

Dans ce champ, tous les haricots ont été perdus à cause du déficit pluviométrique dans la colline de Ceru, commune de Kirundo, province de Kirundo.



**Évaluation des besoins multisectoriels,
vents violents, Cibitoke, janvier 2022.**

Maison partiellement détruite par les vents
violents dans la colline de Masha, commune de
Murwi, province de Cibitoke.